l'Humain d'abord !

Avec **Fabien ROUSSEL, député du Nord**
et **Alain BOCQUET**, **député honoraire**

#2
Mai 2018

Marchons sur l'Elysée le 9 juin
Pour faire respecter notre dignité

Début février, avec mes collègues Michelle Gréaume, Éric Bocquet, Dominique Watrin du Sénat et Alain Bruneel de l'Assemblée nationale, nous avions décidé de lancer une marche vers l'Elysée, en réponse aux premières mesures décidées par le gouvernement, dont la hausse de la CSG.
Depuis, de nouvelles attaques, contre les services publics notamment, ont été portées, justifiant la mobilisation qui monte par ailleurs de toute la France.

De notre côté, nous avons organisé des rencontres, formulé des propositions : à l'hôpital de Creil pour la défense de la maternité, avec les salariés de Daunat dans l'Aisne, à l'hôpital de Douai, de Valenciennes, de Denain, dans le bassin minier pour un plan santé, à Dunkerque pour débattre des enjeux portuaires, avec les retraités en colère contre la hausse de la CSG, en soutien aux cheminots, pour la défense des lignes du quotidien, pour soutenir la vie associative ou encore le monde rural, les circuits courts, les produits du terroir, pour écouter les espoirs de la jeunesse à Saint-Amand-les-Eaux...

La France qui travaille est pleine d'énergie et ne demande qu'à l'exprimer. L'avenir repose sur d'autres valeurs que celles de la bourse. Le monde dans lequel nous voulons vivre est celui qui place l'humain au cœur de tous les choix et non pas celui qui érige la finance en maître absolu.
Santé, emploi, pouvoir d'achat, logement, transport, éducation... Nous ne manquons pas d'idées ni de propositions pour sortir de l'austérité actuelle et répondre enfin à nos besoins légitimes. Samedi 9 juin, allons ensemble à Paris pour nous faire entendre. Cette journée d'action sera aussi une journée conviviale avec pique-nique et musique sur place.

C'est grâce à l'action de tous, grâce à votre implication que nous pourrons nous faire respecter, que nous pourrons faire vivre les valeurs de la République : Liberté, Égalité, Fraternité.

Fabien ROUSSEL

LES DÉPARTS DE BUS POUR LE 9 JUIN

prévus à ce jour dans le Valenciennois

Informations et réservations

- **SAINT-AMAND-LES-EAUX**
  André SÉNÉCHAL : 06.64.67.37.51
- **RŒULX**
  Patrick STIEN : 06.21.06.89.85
- **DENAIN**
  Fabrice DELOBE : 06.49.46.71.58
- **ESCAUDAIN**
  Olivier ABDELOUAHED : 06.58.60.27.95
- **RAISMES - ANZIN**
  Micheline WANNEPAIN : 06.22.82.23.97
- **BEUVRAGES**
  Jacques CHOQUEZ : 06.82.77.53.87
- **BRUAY-SUR-L'ESCAUT**
  Philippe DUFOUR : 06.50.47.77.35
- **VIEUX-CONDÉ**
  Marie-France LEMOINE : 06.38.78.95.79
- **ESCAUTPONT - FRESNES-SUR-ESCAUT**
  Claude MASCRET : 06.38.78.95.79
- **ONNAING**
  Jean-Claude CHIKH : 06.99.58.18.02
- **MARLY - VALENCIENNES**
  Francis BROUET : 06.42.89.12.23
  Bénédicte DUPONT : 06.25.60.65.86
- **PETITE-FORÊT**
  Martine DILIBERTO : 06.19.87.79.79
  Marcel BURNY : 03.27.47.94.61

NOUS CONTACTER
03.27.27.86.40
4, rue Jean-Jaurès, BP 30056
59860 Bruay-sur-l'Escaut
@ contact@rousselfabien.com
rousselfabien.com
Fabien Roussel

DANS LA CIRCONSCRIPTION ET À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Fabien Roussel a visité les lycées professionnels de la circonscription (ici à Anzin) pour les soutenir et valoriser les formations enseignées, mal connues mais recherchées dans l'industrie.

Une vingtaine de jeunes, futurs commerciaux, coiffeurs, agriculteurs, assistantes de gestion, infirmières, gendarmes ou salariés ou encore en recherche d'emploi ont raconté leur vie, exprimé leurs souhaits. C'était un vrai atelier législatif et l'on se reverra pour parler des textes de loi à venir comme celui sur le service national.

Personnes handicapées

7 000 dossiers non traités, même pas enregistrés à la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) ! La sénatrice Michelle Gréaume et Fabien Roussel ont demandé à rencontrer la secrétaire d'État aux personnes handicapées pour que l'Etat réagisse vite à cette situation insupportable.

Remise des prix à Vieux-Condé aux jeunes vainqueurs de la « Vivicitta », qui se court dans plusieurs centaines de villes du monde pour célébrer la paix.

Lignes ferroviaires

L'inquiétude grandit autour du devenir des lignes Paris-Amiens-Boulogne et Paris-Saint-Quentin-Maubeuge/Cambrai. Idem pour les lignes du quotidien menacées par la privatisation de la SNCF (lire p.4). Les associations d'usagers comme « A fond de train » se mobilisent. Alain Bruneel et Fabien Roussel ont relayé ces inquiétudes auprès de la ministre des Transports en lui demandant quelles mesures l'Etat va prendre prendre pour honorer ses engagements.

SANTÉ

« Nous sommes les oubliées de l'hôpital »

Malaise à l'hôpital. Dans un monde où la rentabilité ne devrait pas entrer en ligne de compte, des règles du management directement inspirées de l'industrie automobile ont fait leur apparition. Objectif : traquer le moindre temps mort, synonyme de perte de productivité. Malades et personnels soignants sont bien sûr les premières victimes de cette folie. Témoignage édifiant avec Mélanie Di Nato, agent de service depuis neuf ans.

Mélanie (au centre) et ses collègues dénoncent leurs conditions de travail et réclament la reconnaissance d'un statut de fonctionnaire hospitalier.

Quel est votre rôle à l'hôpital de Valenciennes ?

Mélanie Di Nato : « Assurer l'entretien des chambres, des bureaux et dans les couloirs. C'est un travail soumis à un protocole particulier et nous avons reçu une formation bien trop courte pour cela. »

Comment vivez-vous vos conditions de travail ?

« Très mal. Nous n'avons que douze minutes pour assurer l'entretien journalier d'une chambre et on en fait cinq à l'heure ! L'après-midi, quand le patient sort de l'hôpital, on dispose de vingt minutes pour remettre en état la chambre, et un peu plus si une ou plusieurs bactéries sont détectées. Le matin, nous avons réussi à obtenir dix minutes de pause, s'il n'y a pas trop de boulot, ce qui est rare. L'après-midi, aucune pause n'est tolérée entre 13h et 17h. Celles qui travaillent de 13h à 20h ont rarement le temps de prendre leur pause de vingt minutes, pourtant prévue par la loi. »

Avez-vous le sentiment de mettre en danger votre santé et celle des patients ?

« On ne peut pas assurer l'entretien de l'hôpital comme l'exige le protocole. Par manque de temps, mais aussi de matériel et bien sûr de personnels. J'ai 35 ans, je ne sens plus mes bras, j'ai des tendinites à répétition. Quant aux patients, on coupe court à la conversation, même s'ils ont envie de parler. »

Estimez-vous être reconnue ?

« Pas du tout, nous sommes les oubliées de l'hôpital. Le bon sens voudrait qu'on ait un statut de fonctionnaire hospitalier. Je gagne environ 1 000 euros par mois pour 28 heures par semaine, week-end compris. La plupart de mes collègues doivent assurer cinq week-ends pour en avoir un de libre. Et dans les bureaux, quelques-uns font soit six ou sept jours d'affilée pour une journée de repos. »

Tour de France des hôpitaux

Pendant une année, les parlementaires communistes font le tour de France des hôpitaux à la rencontre des personnels soignants.

Prochaine étape, le 5 juillet à l'Assemblée nationale avec les délégations des 60 premiers hôpitaux publics de France, rencontrées à ce jour.

AGRICULTURE

Trois garçons dans les champs pour un avenir tout tracé

Pour Rémi, Lucas et Louis, tous trois scolarisés à l'Institut de Genech, dans la Pévèle, l'avenir porte un joli nom : agriculture. Une profession bercée par des rêves d'enfant, auxquels le trio entend désormais se consacrer, en pleine conscience. « Je préfère faire un métier que j'aime, malgré les contraintes, plutôt que de rester derrière un bureau à faire des tâches qui ne me plaisent pas », choisit Lucas.

« J'aime me lever le matin à cinq heures pour traire les vaches, même en vacances. C'est la passion qui compte. » Et tant pis si la route s'annonce escarpée.

« J'ai bien conscience des difficultés qui m'attendent, anticipe Louis, futur commercial dans le machinisme agricole, mais cela ne me rebute pas. » Pas plus que ne les effraient les tourments financiers inhérents à une profession sous tension. **« De l'argent, on n'en aura pas tellement, imagine Rémi, mais c'est l'envie qui l'emporte. Le sentiment aussi d'être utile aux autres. Nourrir les gens, entretenir le paysage : si on ne le fait pas, qui le fera ? »**

A leurs côtés, Isabelle Pique, exploitante agricole installée à Saint-Amand-les-Eaux, apprécie naturellement un tel engagement, mais ne peut réprimer une inquiétude : « On se retrouve dans cet enthousiasme, mais nous, on est confronté à la réalité. On a presque envie de leur dire de faire marche arrière. Mais c'est une fierté aussi de voir des jeunes vouloir prendre la suite. Et puis, s'ils ne sont pas insouciants à cet âge, ils ne le seront jamais. »

Louis, Rémi et Lucas confiants pour leur avenir.

FINANCE

Elle coûte entre 60 et 80 milliards au budget
Évasion fiscale, ça suffit !

Le 6 mars au siège de l'ONU à Genève, Fabien Roussel a rencontré le directeur des affaires économiques pour une séance de travail sur les dommages de l'évasion fiscale.

En visite à Rouen, le 6 avril dernier, le président de la République oppose aux revendications des personnels de santé une fin de non recevoir, synthétisée d'une formule cinglante : « ***Il n'y a pas d'argent magique*** ».
Magique, peut-être pas, mais capable de se volatiliser en toute discrétion, assurément. Ce trésor caché, Jean-Jacques Bourdin de RMC y a fait référence lors de l'entretien télévisé du 15 avril avec le chef de l'État.

« Si je vous dis 60 à 80 milliards, ça vous dit quoi ? », questionne le journaliste. La somme, pourtant énorme, n'est plus une révélation. Au contraire, plus personne n'en conteste ni l'ampleur, ni la provenance.
« Vous allez me parler de la fraude fiscale… », enchaîne d'ailleurs Emmanuel Macron.
Chaque année, l'équivalent de notre déficit public échappe aux radars du fisc. Un véritable pillage en règle de nos ressources fiscales, organisé par des cabinets fiscalistes et des banques, à destination d'une kyrielle de paradis fiscaux. À l'échelle européenne, ce sont plus de 1 000 milliards d'euros de recettes qui s'envolent ainsi et plus de 7 000 milliards de dollars dans le monde.
Face à un tel phénomène,

un combat sans merci doit être mené. **C'est le sens de la proposition de loi pour une liste française renforcée des paradis fiscaux, défendue par Fabien Roussel** le 8 mars à l'Assemblée nationale, au nom du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

La France peut jouer un rôle moteur dans la lutte contre l'évitement fiscal qui menace notre modèle social, bâti sur le consentement à l'impôt. **Dans cet esprit, Éric Bocquet a déposé une résolution au Sénat pour l'organisation d'une conférence internationale pour la justice fiscale.**

C'est aussi la raison pour laquelle Fabien Roussel a posé une question dans l'hémicycle sur l'implication dans des affaires de fraude fiscale de François Pinault et Bernard Arnault, deux de nos plus grandes fortunes.

Le temps de l'exemplarité est venu, indissociable de la transparence. Il n'est plus admissible de laisser au seul ministère de l'Économie le pouvoir de transmettre ou non des dossiers d'infractions à la justice. Le « verrou de Bercy » doit sauter, pour rétablir une règle simple : celui qui triche doit être poursuivi et, le cas échéant, mis en prison. Le texte de loi contre la fraude fiscale que présentera le gouvernement à la rentrée devra répondre à ces exigences.
Les parlementaires communistes avec d'autres et les ONG y veilleront, tout en avançant des propositions.

DANS LA CIRCONSCRIPTION ET À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Sidérurgie

Quel avenir pour la sidérurgie française, pour Vallourec, pour l'usine des Dunes ? Les promesses du président de la République sont loin d'être tenues dans ce domaine. C'est pourquoi, avec les responsables syndicaux, Fabien Roussel a demandé l'organisation d'une table ronde pour mettre en œuvre un plan de mesures concrètes en faveur de cette industrie importante pour notre région et pour la souveraineté économique de notre pays.

Parcoursup

Soutien des parlementaires communistes aux étudiants et aux professeurs qui demandent plus de places dans les universités plutôt que de privilégier un système de sélection tel que « Parcoursup ».

Santé

Opticiens, pharmaciens, dentistes… Une série de professions médicales sont menacées par des réformes gouvernementales prises sans réelle concertation. Fabien Roussel a appuyé la demande de leurs représentants d'être reçus par la ministre pour qu'un véritable dialogue puisse s'engager.

Contrats aidés

Après leur brutale suppression, le gouvernement met en place les Parcours Emploi Compétences. Les maires des communes de la circonscription sont invités à Raismes par Fabien Roussel le 30 mai prochain à rencontrer le sous-préfet de Valenciennes pour faire le point sur cette mesure.

Pompiers

Avec les représentants de la profession, le député a demandé au ministre de l'Intérieur de prévoir un budget pour assurer la sécurité des pompiers dans le cadre de leurs missions.

Prison

Avec d'autres élus, Fabien Roussel a soutenu les personnels pénitentiaires qui travaillent dans des conditions indignes. Les prisons sont surchargées et le travail des surveillants devient de plus en plus dangereux.

Louise de Bettignies

À l'occasion du centenaire de sa disparition, la ville de Saint-Amand-les-Eaux va lancer le projet de rénovation de la maison natale de notre héroïne nationale. Fabien Roussel et une délégation de Saint-Amand-les-Eaux ont rencontré plusieurs ministres qui apporteront un soutien financier à ce projet. Ça avance !

Inauguration des halles de Sars-et-Rosières et de Lecelles (ci-dessus), financées par La Porte du Hainaut pour les villages de moins de trois mille habitants.

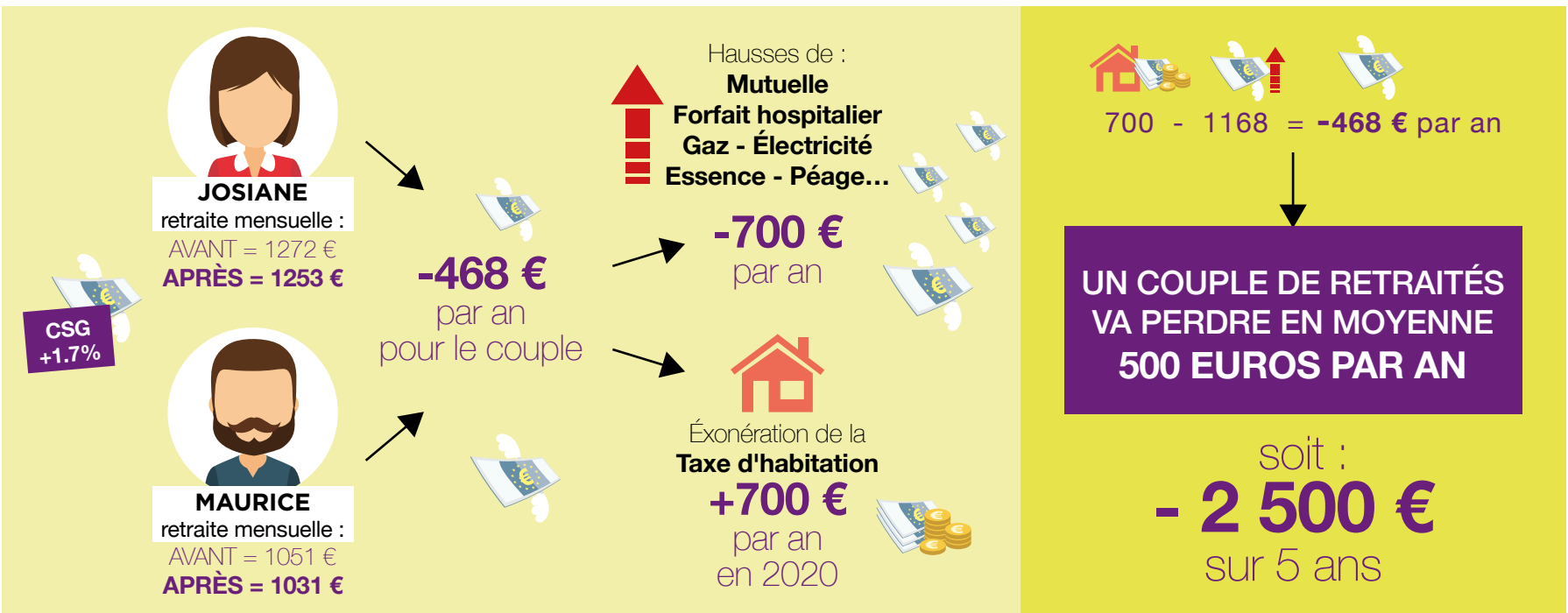
Le 30 mars à Valenciennes, mobilisation pour défendre une justice de proximité et demander des moyens pour nos tribunaux trop souvent engorgés.

Le 17 février, hommage aux jeunes résistants du Nord-Pas-de-Calais, à l'occasion de l'anniversaire de la mort d'Eusébio Ferrari. Rendez-vous samedi 26 mai à 11 h 30 à la stèle qui porte son nom à Anzin, rue de l'Yser, lors de la journée nationale de la Résistance.

POUVOIR D'ACHAT

Hausse de la CSG

Hold-up sur les pensions des retraités



FÊTE

Premier rassemblement de
l'Humain d'abord
Dimanche 8 juillet

Retrouvons-nous le **dimanche 8 juillet à partir de 10 h** au château de la Princesse, à la base de loisirs de Raismes, pour une grande journée de rassemblement familial et festif, pour faire vivre les valeurs de solidarité et de fraternité portées par « l'Humain d'abord ».

Au programme pour toute la famille :
repas champêtre, des animations, des jeux, un village associatif et militant, des concerts.

Repas : 10 € sur réservation

Venez nombreux !

Informations : 03 27 27 86 40

PERMANENCES 2018
AVEC VOTRE DÉPUTÉ

de 9 h à 10 h 30 - Sur rendez-vous au **03 27 27 86 40**

MAI
- Vieux-Condé le **18/05**, Maison Frank-Trommer, 75, rue d'Anjou.

JUIN
- Saint-Amand-les-Eaux le **08/06**, Espace Raymond-Bédé, 101, rue du Faubourg de Tournai.
- Raismes -Sabatier le **15/06**, Maison de quartier, 78D, rue Thiers.

JUILLET
- Raismes le **06/07**, Mairie, Grand'place.

SEPTEMBRE
- Anzin le **07/09**, Mairie.
- Bruay-Sur-l'Escaut le **14/09**, Thiers, Maison des services, place de l'église.
- Saint-Amand-les-Eaux le **21/09**, Espace Raymond-Bédé, 101, rue du Faubourg de Tournai.
- Vieux-Condé le **29/09**, Maison Frank-Trommer, 75, rue d'Anjou.

OCTOBRE
- Raismes le **12/10**, CCAS, boulevard Roger-Claie.
- Bruille-Saint-Amand le **26/10**, Mairie, place Roger-Salengro.

NOVEMBRE
- Saint-Amand-les-Eaux le **09/11**, Espace Raymond-Bédé, 101, rue du Faubourg de Tournai.
- Escautpont le **16/11**, Mairie, 7, rue Henri-Durre.
- Mortagne-du-Nord le **23/11**, Mairie, place Paul-Gillet.

DÉCEMBRE
- Anzin - Carpeaux le **07/12**, 375, avenue Anatole-France.
- Lecelles le **14/12**, Mairie.
- Raismes - Sabatier le **21/12**, Maison de quartier, 78D, rue Thiers.

FERROVIAIRE

Nos lignes du quotidien, on en a besoin !

Sous couvert d'une prétendue transformation, le « nouveau pacte ferroviaire » du gouvernement vise surtout à effacer la belle notion de service public au profit d'une lucrative ouverture à la concurrence. Déjà éprouvés ailleurs, en Grande-Bretagne notamment où le prix du billet a été multiplié par six, les dégâts sont prévisibles.

Quant aux lignes du quotidien, l'État prévoit de transférer le coût de leur entretien aux Régions. Dans les Hauts-de-France, ces travaux sont estimés à plus de 400 millions d'euros !

Des lignes sont d'ores et déjà menacées de fermeture ou de restrictions : Lourches/Valenciennes, Cambrai/Douai, Lille/Comines, Saint-Pol/Arras, Saint-Pol/Étaples ou encore l'axe Paris-Amiens-Boulogne. Des solutions existent pour les conserver. Car ce qui coûte cher à la SNCF et à ses usagers, ce n'est sûrement pas le statut des cheminots, mais bien la dette, évaluée à 53 milliards d'euros. Un poids financier laissé à la charge de la SNCF alors que dans d'autres pays (Allemagne, Angleterre...), il a été assumé par l'État.

D'autres pistes doivent être explorées :
- la renationalisation des autoroutes ;
- la création d'une éco-taxe poids lourds régionalisée ;
- la mise en place d'un livret d'épargne Transport (pour orienter l'épargne populaire vers les transports publics) ;
- l'extension de la taxe sur les hypermarchés à l'ensemble du pays ;
- la création d'un versement transport additionnel des entreprises vers les régions.

Trouver plusieurs milliards d'euros par an pour investir n'a donc rien d'une mission impossible. Conjuguée à la reprise de la dette, c'est au contraire la seule voie possible pour un développement ambitieux du transport ferroviaire, dans tout le territoire.

Permanence sans rendez-vous tous les mardis de 10 h à 12 h
4, rue Jean-Jaurès - 59860 Bruay-sur-l'Escaut

Réalisation : **ar Communication** | Impression : **Imprimerie de L'Avesnois**